

2009 RAPPORT ANNUEL



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change



SOMMAIRE

Conseil d'Administration **2**

Comité Exécutif **3**

Les chiffres clés **4**

Rapport du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire **7**

Rapports des Commissaires aux Comptes **15**

Résolutions **20**

Données financières **23**

Informations diverses **28**

Les responsables métiers de la BICICI **33**

BANQUE
INTERNATIONALE
POUR LE COMMERCE
ET L'INDUSTRIE
DE LA CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT ANNUEL

2009



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Seydou Elimane DIARRA

Président du Conseil d'Administration

M. Jacques Henri WAHL

Administrateur

M. Amadou KANE

Administrateur

M. Pathé DIONE

Administrateur

M. Gérard MANGOUA

Administrateur

M. Philippe SECHAUD

Administrateur

M. Jean-François FICHAUX

Administrateur - Directeur Général

BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS

Administrateur

Représentée par M. Jean-Paul LE BAILLY

PROPARCO

Administrateur

Représentée par M. Cyrille BERTON

2

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Cabinet PriceWaterhouseCoopers

Cabinet Mazars Côte d'Ivoire

COMITÉ EXÉCUTIF



Jean-Paul GONÇON
Secrétaire Général

Yao KOUASSI
Directeur Général Adjoint

Jean-François FICHAUX
Administrateur
Directeur Général

Kadiatou SISSOKO
Directeur Juridique
et Fiscal

Jean-Michel PAPIN
Directeur de la
Clientèle des
Entreprises et
des Institutionnels

Mesmin COULIBALY
Directeur
de l'Audit

Maurice VAN DURME
Directeur de la
Clientèle
des Particuliers
et des
Professionnels

Kouao Antoine ADOU
Directeur des
Ressources
Humaines

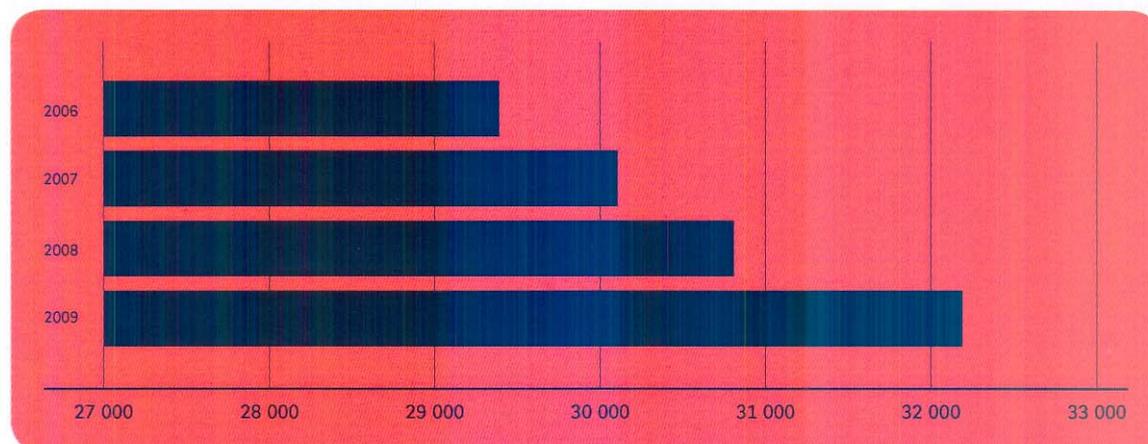
Marc ROUGIER
Directeur de la
Conformité

LES CHIFFRES CLÉS

Moyens

en millions de FCFA	31/12/06	31/12/07	31/12/08	31/12/09
Fonds propres bruts	29 390	30 108	30 810	32 190
Effectifs	530	531	525	515
Nombre de sièges	29	29	29	31
Dont fermés	6	6	4	4

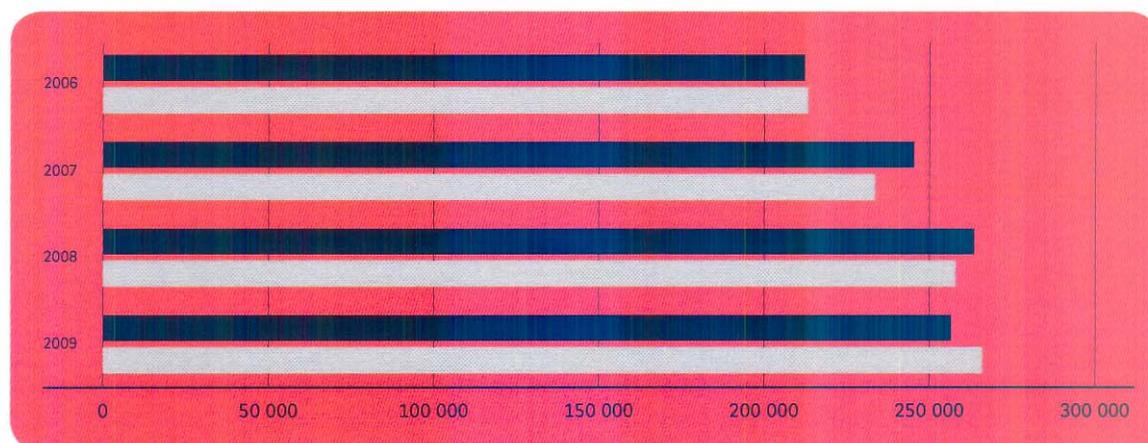
FONDS PROPRES



Activité

en millions de FCFA	31/12/06	31/12/07	31/12/08	31/12/09
Total du bilan	271 954	307 224	324 912	322 767
Ressources totales	212 219	245 307	263 549	256 621
– Dont dépôts de la clientèle	206 549	243 720	262 004	254 849
Emplois totaux	213 174	233 477	257 826	265 925
– Dont crédits à la clientèle	150 607	186 999	214 221	200 318
Créances sur l'État (obligations...)	26 896	30 999	19 971	18 788

ACTIVITÉ ■ Ressources totales ■ Emplois totaux



4

Résultats

en millions de FCFA	31/12/06	31/12/07	31/12/08	31/12/09
Produit net bancaire	22 803	23 844	27 623	28 203
- VAC	12 788	13 429	15 977	16 510
- Commissions nettes et divers	10 016	10 415	11 646	11 693
Frais de gestion totaux	17 461	17 992	18 454	19 569
- Frais généraux d'exploitation	15 215	15 462	16 184	17 693
- Amortissements	2 246	2 530	2 270	1 876
Résultat brut d'exploitation	5 342	5 852	9 169	8 634
Résultat net	5 198	4 727	8 137	9 596

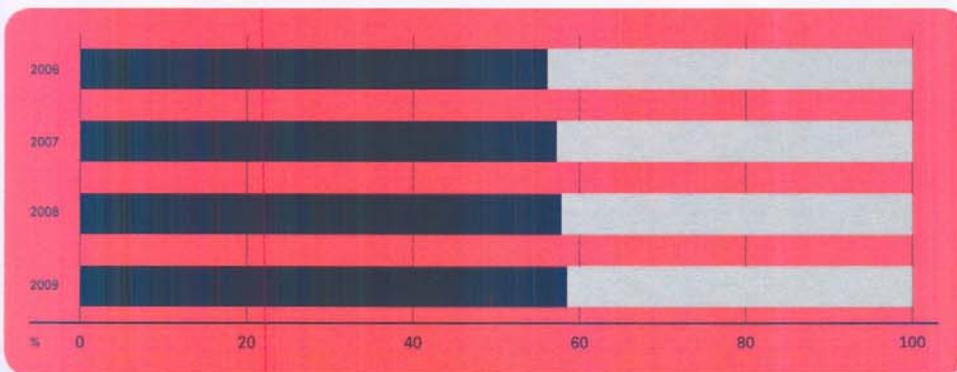
RÉSULTATS ■ Produit net bancaire ■ Frais de gestion totaux ■ Résultat brut d'exploitation



Ratios

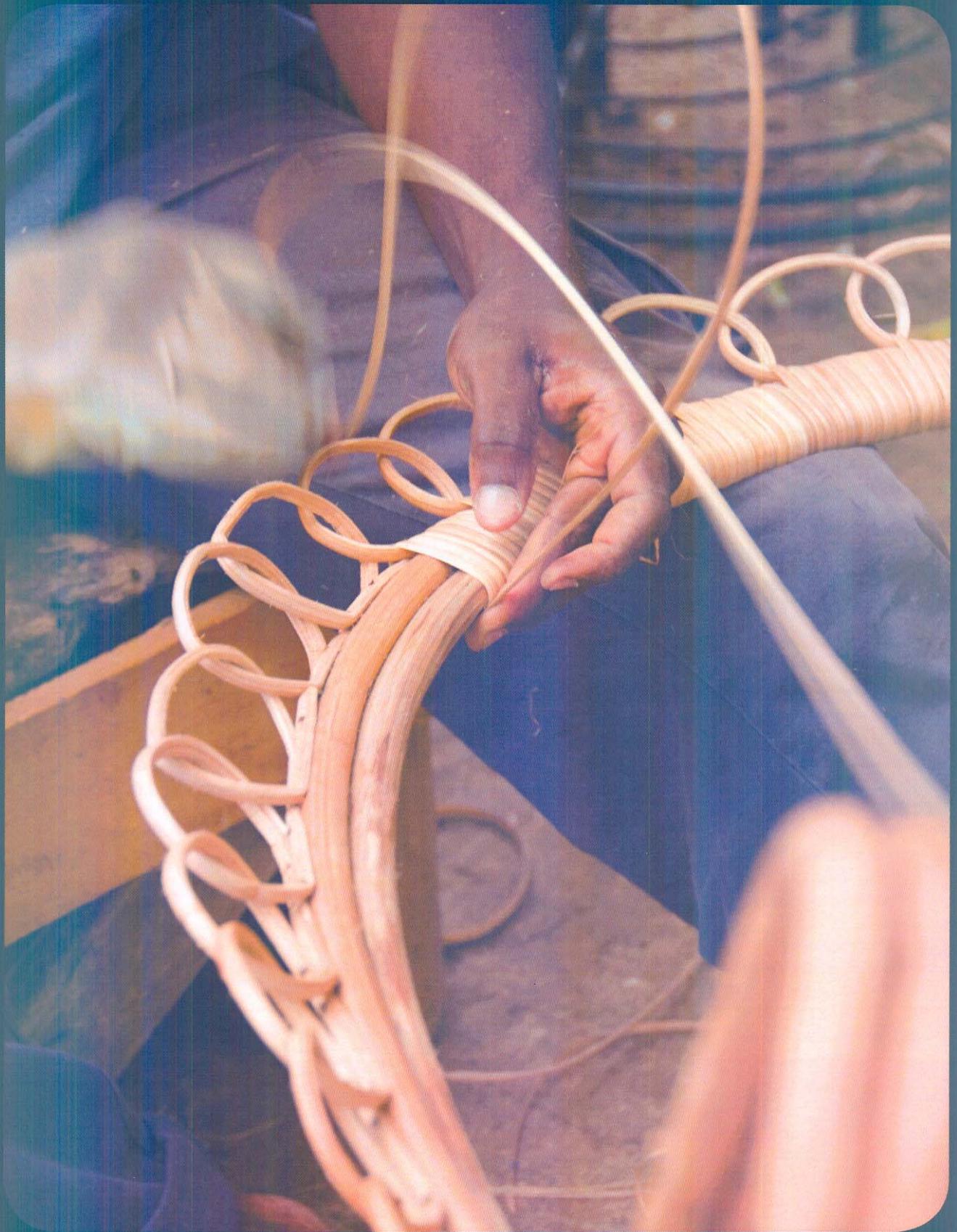
	31/12/06	31/12/07	31/12/08	31/12/09
Ratio de solvabilité (Fonds propres/Risques)	12,8 %	13,0 %	12 %	12 %
• Fonds propres effectifs	27 168	28 960	30 472	31 659
• Total risques pondérés	212 443	222 197	262 600	255 230
Coefficient de liquidité	109,0 %	78,0 %	77,0 %	89,0 %
Structure du produit net bancaire	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
- Marge nette d'intérêts	56,1 %	57,2 %	57,8 %	58,5 %
- Commissions nettes et divers	43,9 %	42,8 %	42,2 %	41,5 %
Rentabilité				
• Coefficient d'exploitation	76,6 %	75,5 %	66,8 %	69,4 %
• Rentabilité des capitaux propres	17,7 %	15,7 %	26,4 %	29,8 %
• Résultat net par action	3 119	2 836	4 882	5 758

STRUCTURE DU PRODUIT NET BANCAIRE ■ Marge nette d'intérêts ■ Commissions nettes et divers



5

LES CHIFFRES CLÉS



LES TRESSEURS DE ROTIN

Chaises, canapés, tables, lampes... Le travail du rotin est une activité traditionnelle qui a su

évoluer de l'art ancestral vers une demande adaptée à la vie moderne.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Après une récession en 2008, la croissance de l'économie mondiale est redevenue positive vers la fin de l'année 2009. Cette reprise reste toutefois lente en raison de la faiblesse du système financier des pays développés les plus importants qui demeure toujours fragile.

Même si les perspectives de croissance mondiale devaient rester positives tout le long de l'année 2010, la reprise reste largement dépendante des plans de relance budgétaire mis en place par les différents gouvernements.

L'ÉCONOMIE MONDIALE

APRÈS UN REPLI ESTIMÉ À -0,8 % EN 2009, L'ANNÉE SE TERMINANT PAR UNE LÉGÈRE REPRISE, LA PRODUCTION MONDIALE DEVRAIT AFFICHER UN TAUX DE CROISSANCE POSITIF POUR 2010.

Cette reprise demeure toutefois fragile. En effet, le taux d'endettement des ménages aux États-Unis et dans plusieurs pays européens notamment le Royaume-Uni et l'Espagne, conséquence d'une forte progression du crédit hypothécaire tout au long des années 2000, se situe à un niveau difficilement soutenable.

En zone euro, ce sont les entreprises non financières qui sont très endettées. La consommation des ménages devrait rester relativement peu dynamique. Quant à l'investissement des entreprises, il continuerait d'être affecté par des perspectives de croissance encore modestes.

LA CROISSANCE DES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT devrait se hisser progressivement à environ 6 % en 2010, après un taux modeste de 2 % en 2009. Le retour relativement rapide de nombreux pays émergents à une croissance saine a entraîné une augmentation des flux de capitaux des fonds d'investissement en direction de ces marchés.

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, LA PRODUCTION MONDIALE EN 2010 devrait s'accroître de 3,9 %. Mais cette reprise restera précaire et largement dépendante des plans de relance budgétaire mis en place par les différents gouvernements.

Dans la majorité des économies avancées, la reprise devrait rester timide par rapport aux périodes comparables du passé, d'autant que deux grandes incertitudes demeurent : l'endettement public et le déséquilibre des balances des paiements. En revanche, pour de nombreux pays émergents et en développement, l'activité devrait être relativement vigoureuse, stimulée par le dynamisme de la demande intérieure.

Croissance de l'économie mondiale

en %	2008	2009	2010 (P)	2011 (P)
Production mondiale	3,4	-0,8	3,9	4,3
Économies avancées	0,5	-3,2	2,1	2,4
États-Unis	0,4	-2,5	2,7	2,4
Zone Euro	0,6	-3,9	1,0	1,6
Japon	-1,2	-5,3	1,7	2,2
Royaume-Uni	0,5	-4,8	1,3	2,7
Canada	0,4	-2,6	2,6	3,6
Autres pays avancés	1,7	-1,3	3,3	3,6
Pays émergents et économies en développement	6,1	2,1	6,0	6,3
Afrique	5,2	1,9	4,3	5,3
Afrique subsaharienne	5,6	1,6	4,3	5,5
Russie	5,6	-9,0	3,6	3,4
Chine	9,6	8,7	10,0	9,7
Brésil	5,1	-0,4	4,7	3,7

Source : FMI

L'AFRIQUE ET LA ZONE UEMOA

CONCERNANT L'AFRIQUE, LE COMMERCE A ÉTÉ L'UN DES PRINCIPAUX MOTEURS DE SA CROISSANCE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES. LA VIABILITÉ À LONG TERME DE CETTE CROISSANCE TIRÉE PAR LES ÉCHANGES EST PEUT-ÊTRE MENACÉE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE MONDIALE.

L'Afrique a enregistré des performances relativement appréciables en termes de croissance économique, s'expliquant notamment par l'existence d'une conjoncture favorable liée à un dynamisme des exportations et à la bonne tenue des cours des produits de base.

Ainsi, le taux moyen de croissance a été de 6 % de 2003 à 2008. Aussi, des progrès significatifs ont-ils été obtenus dans la maîtrise de l'inflation se stabilisant autour de 10 %, en dépit de l'envolée des prix du pétrole et des produits alimentaires en 2008.

Dans la zone UEMOA, la croissance du PIB en volume, établie à 5,4 % en 2008, a été estimée à 4,2 % en 2009 et devrait se consolider à 4,6 % en 2010.

Cette croissance soutenue par la production agricole dans plusieurs pays de l'UEMOA est l'un des grands résultats positifs de l'année.

Le taux d'inflation moyen a été ramené à 7,5 % contre 10,6 % en 2008.

LA CÔTE D'IVOIRE

MALGRÉ LES PROGRÈS CONSIDÉRABLES QUI ONT ÉTÉ ACCOMPLIS DANS LES PRÉPARATIFS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES, IL RÈGNE TOUJOURS UN CLIMAT D'INCERTITUDE SUITE AUX REPORTS DES ÉLECTIONS.

Mais ce contexte relativement apaisé avec un début de normalisation, a continué d'avoir des effets favorables sur l'économie, avec un taux de croissance estimé à 3,7 % en 2009 contre 2,3 % en 2008.

Cette évolution est également liée à la reprise des relations financières avec les partenaires internationaux, à une politique budgétaire prudente, ainsi qu'à la bonne tenue des **SECTEURS PRIMAIRE (+5,9 %)** et **TERTIAIRE (+3,6 %)**, en particulier l'industrie minière, pétrolière et chimique, ainsi que l'agriculture, les transports et les télécommunications.

Après avoir atteint un pic de 9 % en fin d'année 2008 en raison du niveau élevé des cours mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, le taux d'inflation a reculé grâce à une récolte abondante et à la baisse des prix à l'importation. Les prix à la consommation ont même baissé de 1,8 % à la fin août 2009. En moyenne annuelle sur la même période, le taux d'inflation s'établit à 3,1 % (Source : FMI)

Contributions sectorielles à la croissance du PIB

en %	2006	2007	2008	2009	2010 (E)
PIB total	0,7	1,6	2,3	3,8	3,0
Secteur primaire	5,5	-1,0	-1,0	6,4	2,0
Secteur secondaire	-8,4	1,8	3,7	-1,5	2,0
Secteur tertiaire	1,9	2,3	3,2	5,0	3,9
Consommation finale	0,0	8,4	3,1	0,5	2,3
Exportations de biens	1,7	-9,1	-1,1	11,4	2,3
Importations de biens	-2,8	4,6	2,4	5,9	1,4

Sources : MEF/FMI

Évolution des produits du secteur primaire

Production (en milliers de tonnes)	2006	2007	2008	2009	2010 (E)
Café	117,7	169,9	67,9	144,7	126,0
Cacao	1 367,2	1 305,7	1 137,2	1 304,5	1 225,0
Bananes	318,2	388,4	333,7	285,6	252,8
Ananas	165,1	137,9	98,9	77,8	68,3
Coton graine	265,2	138,9	125,7	140,6	156,0
Huile de palme	296,4	295,4	359,2	394,3	415,9
Sucre	152,9	167,8	161,1	168,4	173,9
Caoutchouc	172,4	188,5	200,9	226,0	253,8
Anacarde	210,2	250,5	312,3	340,0	374,8
Pétrole (milliers de barils)	22 193,8	17 503,3	16 519,5	18 542,4	17 923,4
Gaz (en millions de mètre cube)	1 620,3	1 479,6	1 547,1	1 540,2	1 704,4
Or (en kilogramme)	1 326,8	1 465,8	2 883,6	7 054,9	11 711,1

Sources : MEF/DGE/DCPE

9

(FCFA 1 365,60 Mds) et des dépenses d'investissement (FCFA 329,3 Mds) auquel s'ajoute le service de la dette pour FCFA 413,1 Mds.

Évolution du budget de l'État

en milliards de FCFA	2006	2007	2008	2009
Recettes totales	1 744,5	1 900,4	2 170,1	2 161,80
Recettes intérieures	1 731,5	1 794,6	1 994,4	1 958,70
Recettes extérieures	13,0	105,8	175,70	203,10
Dépenses ordinaires	1 180,4	1 244,6	1 326,9	1 365,60
Dépenses d'investissement	220,0	256,3	317,9	329,3
Service de la dette	323,9	323,1	534,5	413,1
Dette intérieure	265,5	204,4	157,9	368,4
Dette extérieure	58,5	118,7	376,6	44,7

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances ; FMI.

Évolution du secteur bancaire

en milliards de FCFA	déc-07	déc-08	déc-09
Volume des ressources	2 176	2 375	2 633
Volume des emplois	1 934	2 171	2 402

Source : APBEF-CI

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA BICICI EN 2009

10

CONFIRMANT SON RÔLE CLÉ DANS LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE, LA BICICI APRÈS UN EXERCICE 2008 HISTORIQUE, RÉALISE EN 2009 DES PERFORMANCES ENCORE EN RÉELLE PROGRESSION, CONFIRMANT SON BON POSITIONNEMENT ET LA QUALITÉ DE SON MODÈLE COMMERCIAL.

MALGRÉ L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX GROUPES BANCAIRES ET LA FUSION DE DEUX BANQUES SUR LA PLACE, LA PART DE MARCHÉ DE LA BICICI AU NIVEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES CLIENTÈLE RESTE STABLE À RESPECTIVEMENT 11,2 % ET 11,5 % TANDIS QUE LA RENTABILITÉ S'ACCROÎT.

Position de place

en %	déc-07	déc-08	déc-09
Part de marché dépôts clientèle	12,6	12,8	10,9
Part de marché emplois clientèle	12	12,4	10,6

Source : APBEF-CI

ACTIVITÉS DE CAPITAUX À FIN DÉCEMBRE 2009

■ Évolution des emplois

Volumes des emplois clientèle en point de passage au 31/12/2009

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Clientèle entreprises	183 888	166 240	-17 648	-9,60
Clientèle particuliers, professionnels et institutionnels	30 334	34 078	3 744	12,34
Total emplois clientèle	214 222	200 318	-13 904	-6,49

Avec une campagne cacaoyère qui a démarré plus tôt mais s'est terminée début décembre, les emplois clientèle en fin d'année reculent de 6,49 %, contrastant avec les données moyennes ci-après plus significatives et pertinentes.

Volumes moyens des emplois clientèle

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Clientèle entreprises	158 244	177 098	18 854	11,91
Clientèle particuliers, professionnels et institutionnels	21 280	21 005	-275	-1,29
Total emplois clientèle	179 524	198 103	18 579	10,35

Ainsi, au 31/12/2009, LES EMPLOIS PRODUCTIFS MOYENS clientèle hors engagements étatiques se sont-ils élevés à FCFA 198,10 Mds, en progression de FCFA 18,58 Mds, soit + 10,35 %.

Si l'activité de la filière des particuliers et professionnels a légèrement reculé (-1,29 %), la réorganisation du dispositif commercial entamée au cours des exercices précédents et le dynamisme de nos équipes se sont traduits par une poussée de près de 12 % des crédits aux entreprises, représentant en valeur absolue une hausse de FCFA 18,85 Mds. Cette progression est remarquable tant pour les crédits à moyen terme (+10 %), les crédits à court terme (+12 %) que pour les découverts (+14 %).

Il convient de souligner que les engagements moyens sur l'État ont pour leur part diminué de FCFA 7,6 milliards du fait du renouvellement partiel d'opérations échues en cours d'année.

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
État de Côte d'Ivoire	26 528	18 905	-7 623	-28,73

En point de passage, nos encours sur l'État passent de FCFA 19,76 Mds au 31/12/2008 à FCFA 18,79 Mds au 31/12/2009.

■ Évolution des ressources

Volumes des ressources clientèle en point de passage au 31/12/2009

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Clientèle entreprises	83 824	68 678	-15 146	-18,07
Clientèle particuliers, professionnels et institutionnels	168 831	174 696	5 865	3,47
Autres ressources non rémunérées	9 350	11 475	2 125	22,73
Total ressources	262 005	254 849	-7 156	-2,73

Volumes moyens des ressources clientèle

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Clientèle entreprises	82 114	84 803	2 689	3,27
Clientèle particuliers, professionnels et institutionnels	160 723	169 894	9 171	5,71
Total ressources	242 837	254 697	11 860	4,88

Bien qu'en recul de 2,73 % en point de passage, la BICICI, dans la même lancée que les emplois, a collecté DES RESSOURCES MOYENNES additionnelles de FCFA 11,86 Mds, en hausse de 4,88 %.

La filière des particuliers et professionnels y a contribué essentiellement pour FCFA 9,17 Mds. Ces ressources sont plus marquées au niveau des dépôts à terme qui croissent de 23,78 %, et les comptes d'épargne (+5,37 %).

EN DÉPIT D'UN CONTEXTE CONCURRENTIEL DIFFICILE CARACTÉRISÉ PAR DES POLITIQUES COMMERCIALES PLUS AGRESSIVES DE CERTAINS DE NOS CONFRÈRES, L'ACTIVITÉ D'INTERMÉDIATION DE LA BICICI RESSORT AVEC UNE CROISSANCE SIGNIFICATIVE DE SES ENCOURS MOYENS TANT PRÊTÉS QU'EMPRUNTÉS QUI, AVEC LA BONNE TENUE DES TAUX, A PERMIS DE MAINTENIR UN NIVEAU DE RENTABILITÉ TRÈS SATISFAISANT.

LA GESTION DYNAMIQUE DU PORTEFEUILLE CONTENTIEUX SE TRADUIT PAR DES ENCOURS DE CRÉDITS NON PERFORMANTS EN BAISSÉ, PASSANT DE FCFA 39 MDS EN 2008 À FCFA 34 MDS EN 2009, REPRÉSENTANT DÉSORMAIS 10,5 % DU TOTAL BILAN 2009. CES ENCOURS SONT COUVERTS PAR DES PROVISIONS À HAUTEUR DE 95 %.

11

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT À FIN DÉCEMBRE 2009

■ Évolution du produit net bancaire (PNB) et ses différentes composantes à fin décembre 2009

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
PNB global	27 624	28 203	579	2,10
Dont revenu du portefeuille titres	2 835	1 967	-868	-30,62
Dont VAC	15 978	16 510	532	3,33
Dont commissions nettes	11 646	11 693	47	0,40

La valeur ajoutée sur les capitaux (VAC)

Malgré le coût supplémentaire de collecte des ressources (+11,19 %), la double progression des taux et surtout des encours a eu pour effet une nette amélioration de 12,41 % de **LA MARGE SUR LES CAPITAUX**. Y ont contribué tous les segments de clientèle :

- Clientèle des particuliers, professionnels et institutionnels : +12,61 %
- Clientèle entreprises : +22,80 %

L'ACTIVITÉ DU PORTEFEUILLE TITRES (FCFA -868 millions), composée essentiellement des engagements sur l'État est en repli de 30,62 %, en relation avec la baisse des encours évoqués plus haut.

LA VALEUR AJOUTÉE SUR LES CAPITAUX (VAC) s'améliore de FCFA 500 millions (+3,33 %), en ligne toutefois avec nos objectifs.

Les commissions nettes

Elles sont restées quasiment stables en 2009 à FCFA 11,69 Mds contre FCFA 11,65 Mds en 2008. Alors que les commissions de services progressent de 0,96 % (FCFA +103 millions), celles liées aux engagements par signature se sont repliées de 6,36 % (FCFA -56 millions).

En conclusion, **LE PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)**, malgré la baisse du revenu du portefeuille titres et la stabilité du volume des commissions, est en progression de 2,1%, compte tenu de la belle performance de l'activité d'intermédiation. Il ressort à FCFA 28,20 Mds au 31 décembre 2009 contre FCFA 27,62 Mds en 2008.

12

■ Évolution des frais de gestion à fin décembre 2009

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Frais de gestion totaux	18 454	19 569	1 115	6,04
Dont frais de personnel	7 560	7 832	272	3,60
Dont autres frais généraux	8 624	9 861	1 237	14,34
Dont dotation aux amortissements	2 270	1 876	- 394	- 17,36

LES FRAIS DE PERSONNEL augmentent de 3,60 %, impactés par l'effet conjugué de la révision des salaires, puis l'augmentation du taux de la cotisation à la mutuelle du personnel (+ FCFA 103 millions) et la mise en œuvre d'une série d'actions sociales (+ FCFA 157 millions).

LES AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX ressortent en hausse de 14,34 % par rapport à 2008.

Les ont influencés :

- les frais informatiques
- les frais d'assistance technique
- la création de la Plateforme Risque Régionale
- les frais de communication (+12 %) qui intègrent certaines actions non prévues (le projet ISO 9001 ; le prix Innovation Orange Money...).
- l'ouverture de nouveaux points de vente (Djibi et Grand-Béréby).
- les frais d'entretien et de consommation des véhicules et les loyers de crédit-bail automobile liés au "car plan" pour le personnel commercial.

À l'inverse, **LES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS** sont en retrait de 17,36 %, compensant en partie les hausses observées sur les frais généraux.

Les charges d'amortissement sur les nouveaux investissements ont été neutralisées par l'amortissement total de plusieurs immobilisations existantes.

AU FINAL, LES FRAIS DE GESTION SONT EN AUGMENTATION GLOBALE DE 6,04 % PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2008.

■ Évolution du résultat brut d'exploitation (RBE) à fin décembre 2009

En conséquence, **LE RBE**, en dépit de la hausse du PNB est en repli de 5,85 % par rapport à l'exercice 2008.

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
RBE	9 170	8 634	-536	-5,85

■ Évolution du coût du risque

La saine gestion de nos engagements et notre politique de recouvrement se sont concrétisées pour la deuxième année consécutive par un solde net positif de récupération de créances sur les dotations aux provisions. Ce solde, ainsi en hausse de 30,61 %, s'établit à FCFA 2,129 Mds en 2009 contre FCFA 1,630 Mds en 2008 et se décline dans le détail comme ci-dessous :

- Les dotations aux provisions se sont élevées à FCFA 354 millions.
- Les abandons de créances irrécupérables à FCFA 157 millions.
- Les reprises de provisions et autres récupérations se sont établies à FCFA 2,640 Mds.

Coût du risque

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Coût du risque	1 630	2 129	499	30,61%

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT, DU RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS (RNAI) ET DU RÉSULTAT NET

Avec la cession du terrain SOTROPAL (+850 millions) et diverses autres cessions notamment deux logements (+124 millions) ayant engendré une plus-value globale de FCFA 974 millions, **LE RÉSULTAT COURANT** s'est amélioré de 8,22 % à FCFA 11,737 Mds.

LE RNAI, dans cette même dynamique, progresse de FCFA 2,146 Mds (+21,22 %) tenant compte de produits et charges exceptionnels de FCFA 522 millions, issus de la régularisation de suspens débiteurs et créditeurs sur exercices antérieurs devenus sans objet.

Ainsi, **LE RÉSULTAT NET** de la BICICI s'établit à FCFA 9,596 Mds contre FCFA 8,137 Mds en 2008, représentant une hausse 17,93 % sur l'exercice précédent.

en millions de FCFA	2008	2009	Variation	%
Résultat courant	10 845	11 737	892	8,22
RNAI	10 113	12 259	2 146	21,22
Résultat net	8 137	9 596	1 459	17,93

C'est, pour la deuxième année consécutive, un résultat historique pour la BICICI.

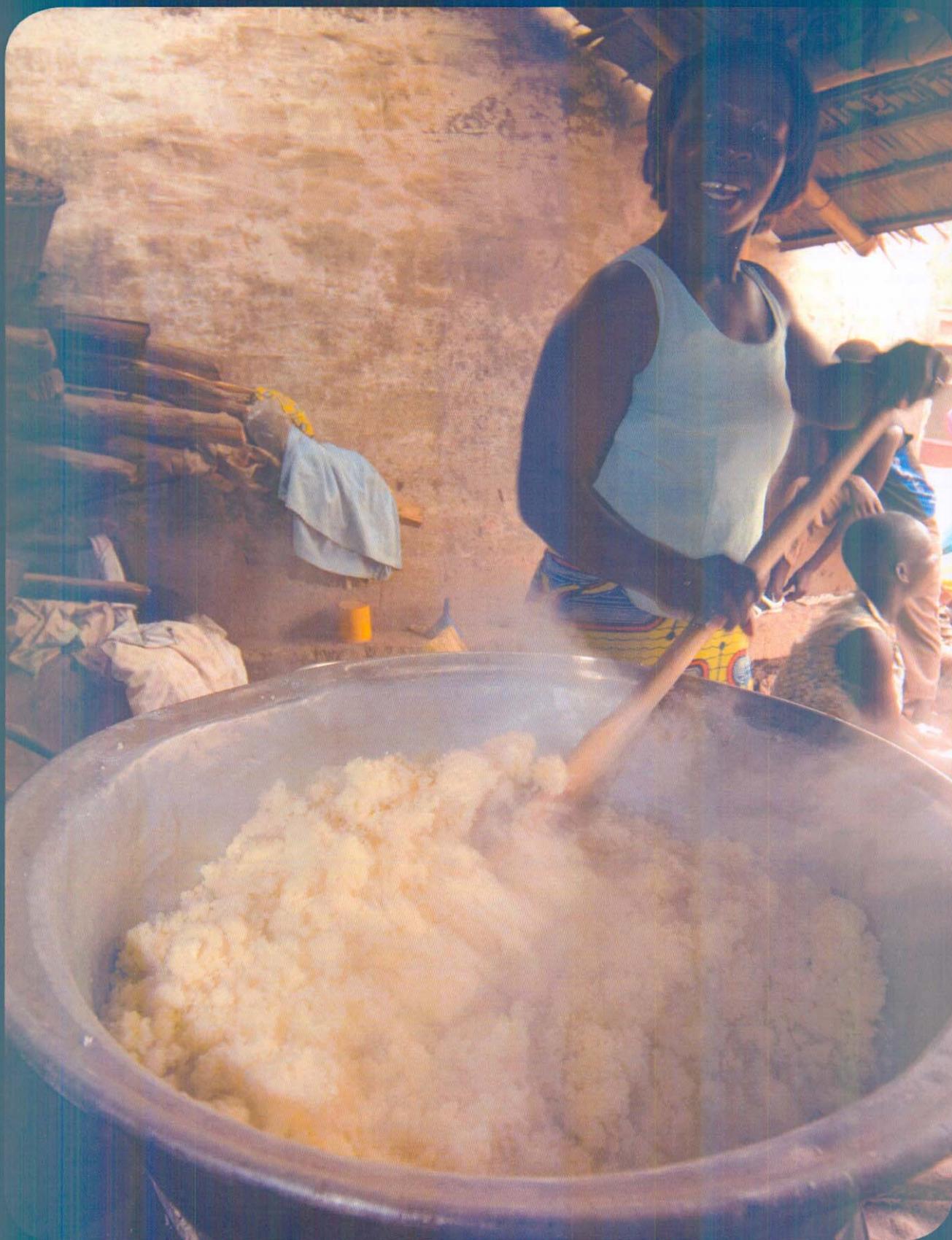
L'ACTIVITÉ DES PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE 2010 DEVRAIT S'INSCRIRE DANS LA CONTINUITÉ DE 2009 AVEC DES ENCOURS DE CRÉDIT STABLES ET UN VOLANT D'EXCÉDENT DE LIQUIDITÉS CONFORTABLE.

UN DÉVELOPPEMENT SIGNIFICATIF DE LA BANQUE EST CONDITIONNÉ PAR L'ÉCLAIRCISSEMENT DE L'HORIZON POLITIQUE, UN FACTEUR-CLÉ POUR UNE CROISSANCE PLUS VIGOUREUSE DE L'ÉCONOMIE DU PAYS.

Le résultat net comptable de l'exercice s'élève à **FCFA 9 595 812 023**, ce qui, augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 267 391, se traduit par un bénéfice disponible de **FCFA 9 596 079 414**.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation de ce bénéfice comme suit :

- **DOTATION** de 15 % à la réserve spéciale (article 27 de la Loi bancaire), soit **FCFA 1 439 371 803**.
- **DISTRIBUTION** définitive de **FCFA 8 000 001 600**, soit un dividende brut de FCFA 4 800 par action (représentant 48 % du nominal de l'action).
- **MISE EN REPORT À NOUVEAU** DE **FCFA 156 706 011**.



FABRICATION DE L'ATTIÉKÉ

Sorte de couscous de manioc, l'attikié est produit traditionnellement par les femmes,

des équipes constituées dans le village se groupant pour la production. Face à la demande, des

usines ont été construites pour le fabriquer en quantité industrielle. Il est exporté sous forme

déshydratée vers les pays européens et africains de la sous-région occidentale.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET RÉOLUTIONS

15



Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de la loi n° 95-495 du 26 juin 1995 portant modification de l'article 40 de la Loi bancaire du 25 juillet 1990, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) ci-joints ;
 - les vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
 - le respect de la réglementation bancaire ;
 - les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi ;
- relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Banque. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'exception de la situation décrite ci-dessous, nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

16

En raison de contraintes techniques liées à la plateforme informatique abritant les serveurs dédiés à la BICICI, les données pouvant nous permettre de contrôler l'état d'identification des comptes de la clientèle qui présentent des soldes débiteurs sans mouvement créditeur depuis plus de six mois au 31 décembre 2009, n'ont pas été mises à notre disposition.

À notre avis, à l'exception de l'incidence de la situation exposée au paragraphe ci-dessus, nous certifions que les comptes annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BICICI à la fin de cet exercice, conformément aux principes comptables édictés par le Plan comptable bancaire de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) et aux prescriptions de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de présentation de comptes annuels.

FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé, en application de la réglementation bancaire et conformément aux normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les principaux axes d'amélioration identifiés sont relatifs aux points suivants :

- Le manuel de procédures de la Banque devrait être actualisé, de sorte à comporter la description des procédures en vigueur au sein de la Banque, notamment en matière de gestion des engagements de la clientèle et de gestion du personnel.
- Un manuel de traitement automatisé des données comptables devrait être rédigé, pour tenir compte des recommandations formulées par les autorités bancaires, dans la lettre d'information PCB 95-01 du 27 mars 1995.
- Le dispositif mis en place au sein de la Banque dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, pourrait être amélioré par la mise en œuvre de mesures visant à une meilleure application des procédures en vigueur dans la Banque.
- Les informations et les documents contenus dans les dossiers individuels de la clientèle tenus auprès des gestionnaires de comptes (états financiers certifiés pour les entreprises, copies des garanties constituées, etc.), devraient être régulièrement mises à jour, de sorte à améliorer le suivi des clients et l'analyse périodique de leurs engagements.

RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire.

À ce titre, nous relevons que le ratio de structure du portefeuille dont le minimum réglementaire est fixé à 60 %, s'établit à 12,74 % au 31 décembre 2009 pour la BICICI.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous avons vérifié les encours de crédits accordés aux personnes qui participent à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent, plus du quart du capital social. Ces encours s'élèvent au 31 décembre 2009 à FCFA 2 033 millions, soit 6,42 % des fonds propres effectifs. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Abidjan, le 19 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
FLAN OULAI
Expert comptable diplômé

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
ARMAND FANDOHAN
Expert comptable diplômé

17

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME DU TRAITE DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET DU GIE AINSI QUE SUR LES CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE 35 DE LA LOI BANCAIRE

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (GIE), nous vous présentons notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 et suivants dudit Acte, qui stipulent que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Cette réglementation n'est pas applicable aux opérations bancaires courantes.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous devons vous rendre compte des prêts et garanties consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-avant exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

18

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

Au titre de l'article 440 de l'Acte uniforme du Traité OHADA

Le Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune nouvelle convention conclue au cours de l'exercice 2009.

Au titre de l'article n° 35 de la loi 90-589 du 25 juillet 1990

Aucune nouvelle convention visée par l'article 35 de la loi 90-589 du 25 juillet 1990 ne nous a été signalée par le Conseil d'Administration.

CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Au titre de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité OHADA

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

CONVENTION DE COOPÉRATION TECHNIQUE AVEC BNP PARIBAS — BDDI PARTICIPATIONS

Administrateur concerné

BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATIONS représentée par Monsieur Jean-Paul LE BAILLY

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATIONS.

Modalités

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2009, s'élèvent à FCFA 1 103 millions.

CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC BICI BOURSE

Administrateurs concernés

Messieurs Amadou KANE et Jean-François FICHAUX

Nature et objet

Assistance technique en faveur de BICI BOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

Modalités

Au titre de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICI BOURSE pour l'exercice 2009 s'élèvent à FCFA 37 millions.

CONVENTION DE REMBOURSEMENT DE FRAIS RELATIFS AUX ADMINISTRATEURS COMMUNS À LA BICICI ET SA FILIALE BICI BOURSE

Administrateurs concernés

Messieurs Amadou KANE et Jean-François FICHAUX

Nature et objet

Remboursement par BICI BOURSE de frais et débours engagés par la BICICI.

Modalités

En application de cette convention, BICI BOURSE rembourse à la BICICI la quote-part de frais de tenue de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale d'actionnaires. Au titre de cette convention, les montants refacturés à BICI BOURSE s'élèvent à FCFA 4,6 millions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Au titre de l'article n° 35 de la loi 90-589 du 25 juillet 1990

En application de l'article 35 de la Loi bancaire n° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que les encours des prêts ou garanties consentis par la BICICI à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent globalement à FCFA 47 millions.

Abidjan, le 19 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
FLAN OULAI
Expert comptable diplômé

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
ARMAND FANDOHAN
Expert comptable diplômé

19

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES RÉMUNÉRATIONS EXCEPTIONNELLES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE VOYAGE AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTICLE 432 DU TRAITÉ OHADA)

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (GIE), nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire (BICICI) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Nous n'avons pas été informés de rémunérations ou de remboursements visés à l'article précité.

Abidjan, le 19 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
FLAN OULAI
Expert comptable diplômé

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
ARMAND FANDOHAN
Expert comptable diplômé

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, approuve ledit rapport ainsi que le bilan et le compte de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2009, prend acte et approuve ledit rapport.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports spéciaux des Commissaires aux comptes prévus par les articles 432, 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA portant droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, prend acte et approuve les conventions mentionnées à l'article 438 précité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de l'affectation du résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice qui se chiffre à FCFA 9 595 812 023 augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 267 391, soit un bénéfice disponible de FCFA 9 596 079 414 comme suit :

- Dotation de 15 % à la réserve spéciale (article 27 de la Loi bancaire) soit FCFA 1 439 371 803. À l'issue de cette dotation, la réserve spéciale s'élèvera à FCFA 11 812 864 483.
- Distribution définitive de FCFA 8 000 001 600, soit un dividende brut de FCFA 4 800 par action représentant 48 % du nominal de l'action.
- Mise en report à nouveau de FCFA 156 706 011 non distribués.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, donne quitus entier et sans réserve, à tous les Administrateurs, de l'exécution de leur mandat qui a pris fin ou expire ce jour, conformément à l'article 17 des statuts :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Jean-Paul LE BAILLY
- PROPARCO, représentée par M. Cyrille BERTON
- Messieurs :
 - Seydou Elimane DIARRA, du 27 mars 2009 au 31 décembre 2009
 - Jacques Henri WAHL
 - Amadou KANE
 - Pathé DIONE
 - Gérard MANGOUA
 - Philippe SECHAUD
 - Jean-François FICHAUX

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 17 des statuts, renouvelle le mandat des Administrateurs ci-après, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :

— BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Jean-Paul LE BAILLY

— PROPARCO, représentée par M. Cyrille BERTON

— Messieurs :

- Seydou Elimane DIARRA
- Jacques Henri WAHL
- Amadou KANE
- Pathé DIONE
- Gérard MANGOUA
- Philippe SECHAUD
- Jean-François FICHAUX

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 431 de l'Acte Uniforme OHADA portant droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, décide d'allouer aux administrateurs en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, la somme globale de FCFA 74 000 000.

Le Conseil d'Administration répartira librement ces indemnités entre ses membres.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs aux porteurs d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

21



NATTES ET TRESSES

Très prisées en Afrique et en Côte d'Ivoire en particulier. Ce type de coiffure fait partie de

l'identité et de la culture africaine, et est proposé dans tous les salons de coiffure d'Abidjan.

Les femmes détenant ce savoir-faire génèrent des ressources pour subvenir à leurs besoins.

DONNÉES
FINANCIÈRES
ET INFORMATIONS
DIVERSES

23



DONNÉES FINANCIÈRES

COMPTE DE RÉSULTAT CHARGES

en FCFA	31/12/08	31/12/09
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	4 127 879 724	4 590 681 765
- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	47 775 278	15 544 645
- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	4 080 104 446	4 575 137 120
- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	—	—
- Autres intérêts et charges assimilées	—	—
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	5 263 552 984	5 890 555 673
COMMISSIONS	452 675 888	478 163 217
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	118 940 866	63 673 017
- Charges sur titres de placement	—	—
- Charges sur opérations de change	118 940 866	34 359 567
- Charges sur opérations de hors bilan	—	29 313 450
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	20 802 407	16 441 107
ACHATS DE MARCHANDISES	—	—
STOCKS VENDUS	—	—
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	—	—
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	16 173 190 032	17 578 482 692
- Frais de personnel	7 008 823 761	7 286 987 516
- Autres frais généraux	9 164 366 271	10 291 495 176
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 270 907 711	1 876 146 937
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	—	—
EXCÉDENT DES DOTATIONS / REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉN.	—	—
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 605 411 607	693 112 562
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	244 638 058	291 003 795
IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE	1 975 706 940	2 663 102 625
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	8 137 329 916	9 595 812 023
TOTAL	40 391 036 133	43 737 175 413

26

BILAN PASSIF

en FCFA	MONTANTS NETS 31/12/08	MONTANTS NETS 31/12/09
DETTES INTERBANCAIRES	1 545 062 964	1 852 853 970
- À vue	1 429 916 667	1 684 099 096
• Trésor public, CCP	—	—
• Autres établissements de crédit	1 429 916 667	1 684 099 096
- À terme	115 146 297	168 754 874
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	262 003 751 558	254 848 545 544
- Comptes d'épargne à vue	77 112 859 913	81 854 627 109
- Comptes d'épargne à terme	12 132 724 373	13 670 220 603
- Bons de caisse	500 000 000	500 000 000
- Autres dettes à vue	118 496 366 577	109 766 785 462
- Autres dettes à terme	53 761 800 695	49 056 912 370
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	—	—
AUTRES PASSIFS	14 336 743 690	15 268 850 530
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	4 942 773 608	5 597 807 329
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 358 140 978	4 851 345 378
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	—	—
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	—	—
FONDS AFFECTÉS	—	—
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	—	—
CAPITAL OU DOTATIONS	16 666 670 000	16 666 670 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 852 934 149	1 852 934 149
RÉSERVES	11 051 623 622	12 231 559 778
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	—	—
REPORT À NOUVEAU (+/-)	17 022 708	267 391
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	8 137 329 916	9 595 812 023
TOTAL PASSIF	324 912 053 193	322 766 646 092

HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNÉS	31/12/08	31/12/09
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
- Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
- Reçus d'établissements de crédit	38 762 057 964	31 270 375 509
- Reçus de la clientèle	157 003 372 076	233 917 651 926
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

25

en millions FCFA ORIGINE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE						TOTAL GÉNÉRAL
	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	TOTAL	
MARS 1962										
Nombre d'actions	2 000		2 000	10 980	7 020				18 000	20 000
Montants	20	0	20	110	70	0	0	0	180	200
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00
OCTOBRE 1966										
Nombre d'actions	3 000		3 000	16 470	10 530				27 000	30 000
Montants	30	0	30	165	105	0	0	0	270	300
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00
OCTOBRE 1969										
Nombre d'actions	5 025		5 025	25 490	19 485				44 975	50 000
Montants	50	0	50	255	195	0	0	0	450	500
%	10,05	0,00	10,05	50,98	38,97	0,00	0,00	0,00	89,95	100,00
24 JUILLET 1971										
Nombre d'actions	38 240		38 240	20 990	15 770				36 760	75 000
Montants	382	0	382	210	158	0	0	0	368	750
%	50,99	0,00	50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00
FEVRIER 1973										
Nombre d'actions	61 184		61 184	33 584	15 770				36 760	75 000
Montants	612	0	612	336	158	0	0	0	368	750
%	50,99	0,00	50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00
SEPTEMBRE 1975										
Nombre d'actions	61 500	15 000	76 500	42 000	31 500				73 500	150 000
Montants	615	150	765	420	315	0	0	0	735	1 500
%	41,00	10,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
NOVEMBRE 1976										
Nombre d'actions	39 000	37 500	76 500	42 000	31 500				73 500	150 000
Montants	390	375	765	420	315	0	0	0	735	1 500
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
MAI 1977										
Nombre d'actions	52 000	50 000	102 000	56 000	42 000				98 000	200 000
Montants	520	500	1 020	560	420	0	0	0	980	2 000
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JUILLET 1978										
Nombre d'actions	76 857	76 143	153 000	84 000	63 000				147 000	300 000
Montants	769	761	1 530	840	630	0	0	0	1 470	3 000
%	25,62	25,38	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
AVRIL 1981										
Nombre d'actions	94 182	109 818	204 000	112 000	84 000				196 000	400 000
Montants	942	1 098	2 040	1 120	840	0	0	0	1 960	4 000
%	23,55	27,45	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
AVRIL 1986										
Nombre d'actions	117 721	137 279	255 000	140 000	105 000				245 000	500 000
Montants	1 177	1 373	2 550	1 400	1 050	0	0	0	2 450	5 000
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JUILLET 1988										
Nombre d'actions	176 550	205 950	382 500	210 000	157 500				367 500	750 000
Montants	1 766	2 060	3 825	2 100	1 575	0	0	0	3 675	7 500
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JANVIER 1995										
Nombre d'actions	150 000	205 950	355 950	210 000	157 500			26 550	394 050	750 000
Montants	1 500	2 060	3 560	2 100	1 575	0	0	266	3 941	7 500
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT PRODUITS

en FCFA	31/12/08	31/12/09
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	15 973 029 412	17 917 121 507
- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	1 284 251 179	480 335 969
- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	14 582 080 799	17 252 538 358
- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	16 210 346	8 105 173
- Autres intérêts et produits assimilés	90 487 088	176 142 007
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	6 305 380 725	6 896 109 399
COMMISSIONS	9 651 438 335	9 306 657 427
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	3 532 170 933	3 355 410 333
- Produits sur titres de placement	1 633 530 773	1 432 329 964
- Dividendes et produits assimilés	467 900 924	534 069 547
- Produits sur opérations de change	555 407 425	549 833 209
- Produits sur opérations de hors bilan	875 331 811	839 177 613
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 443 863 787	1 767 073 951
MARGES COMMERCIALES	-	-
VENTES DE MARCHANDISES	-	-
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	-	-
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	730 756 044	1 019 512 724
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 479 379	4
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	2 301 343 746	1 700 175 040
EXCÉDENT DES REPRISES / DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS	195 101 464	1 138 013 980
PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	256 472 308	637 101 048
PERTE DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	40 391 036 133	43 737 175 413

27

INFORMATIONS DIVERSES

ÉVOLUTION DU CAPITAL

ANNÉE	NATURE DE L'OPÉRATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		APPORTS EN NUMÉRIQUES	INCORPORATIONS DE RÉSERVES	APPORTS D'ACTIFS	
1962	Création de la BICICI	200 000 000			200 000 000
1966	Création de 10 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	100 000 000			300 000 000
1969	Création de 5 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite Création de 15 000 actions, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	150 000 000	50 000 000		500 000 000
1971	Création de 25 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	250 000 000			750 000 000
1973	Création de 10 000 actions nouvelles, deux nouvelles actions pour quinze anciennes, distribution gratuite Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair	350 000 000	100 000 000		1 200 000 000
1975	Création de 30 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300 000 000			1 500 000 000
1977	Création de 50 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500 000 000		2 000 000 000
1978	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1 000 000 000			3 000 000 000
1981	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1 000 000 000		4 000 000 000
1986	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1 000 000 000		5 000 000 000
1988	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2 500 000 000		7 500 000 000
1995	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2 500 000 000		10 000 000 000
1997	Création de 500 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5 000 000 000		15 000 000 000
2001	Création de 166 667 actions nouvelles, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1 666 670 000	16 666 670 000
	TOTAL	2 350 000 000	12 650 000 000	1 666 670 000	16 666 670 000

30

en millions FCFA	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE						TOTAL GÉNÉRAL
	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	TOTAL	
AVRIL 1995										
Nombre d'actions	200 000	274 600	474 600	280 000	210 000			35 400	525 400	1 000 000
Montants	2 000	2 746	4 746	2 800	2 100	0	0	354	5 254	10 000
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00
AVRIL 1997										
Nombre d'actions	300 000	411 900	711 900	420 000	315 000			53 100	788 100	1 500 000
Montants	3 000	4 119	7 119	4 200	3 150	0	0	531	7 881	15 000
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00
MARS 2000										
Nombre d'actions	300 000	361 127	661 127	420 000	385 773			53 100	838 873	1 500 000
Montants	3 000	3 611	6 611	4 200	3 658	0	0	531	8 389	15 000
%	20,00	24,08	44,08	28,00	24,38	0,00	0,00	3,54	55,92	100,00
MARS 2001										
Nombre d'actions	300 000	335 864	635 864	420 000	391 036			53 100	864 136	1 500 000
Montants	3 000	3 359	6 359	4 200	3 910	0	0	531	8 641	15 000
%	20,00	22,39	42,39	28,00	26,07	0,00	0,00	3,54	57,61	100,00
DÉCEMBRE 2001										
Nombre d'actions	300 000	361 811	661 886	420 000	531 681			53 100	1 004 781	1 666 667
Montants	3 000	3 618	6 619	4 200	5 317	0	0	531	10 048	16 666,7
%	18,00	21,71	39,71	25,20	31,90	0,00	0,00	3,19	60,29	100,00
MARS 2003										
Nombre d'actions	150 000	511 886	661 886	420 000	391 046		140 635	53 100	1 004 781	1 666 667
Montants	1 500	5 119	6 619	4 200	3 910	0	1 406	531	10 048	16 666,7
%	9,00	30,71	39,71	25,20	23,46	0,00	8,44	3,19	60,29	100,00
SEPTEMBRE 2004										
Nombre d'actions		541 886	541 886		931 046		140 635	53 100	1 124 781	1 666 667
Montants	0	5 419	5 419	0	9 310	0	1 406	531	11 248	16 666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	55,86	0,00	8,44	3,19	67,49	100,00
16 NOVEMBRE 2005										
Nombre d'actions		541 886	541 886			931 046	140 635	53 100	1 124 781	1 666 667
Montants	0	5 419	5 419	0	0	9 310	1 406	531	11 333	16 666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,00	55,86	8,44	3,19	67,49	100,00
31 MARS 2006										
Nombre d'actions		541 886	541 886		140 635	984 146			1 124 781	1 666 667
Montants	0	5 419	5 419	0	1 406	9 841	0	0	11 333	16 666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00
2007										
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	140 635	984 146	0	0	1 124 781	1 666 667
Montants	0	5 419	5 419	0	1 406	9 841	0	0	11 333	16 666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00

en millions FCFA	PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE						TOTAL GÉNÉRAL	
	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	PROPARCO		TOTAL
2008											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	1 666 667
Montants	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	11 333	16 666,7
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	67,49	100,00

NB :
 BNPP : BNP PARIBAS
 BNP BDDI : BNP BDDI PARTICIPATIONS
 PARIB INT : PARIBAS INTERNATIONAL

29

INFORMATIONS DIVERSES



LES TAILLEURS DE PAGNE

Le pagne wax est un tissu imprimé très prisé en Afrique de l'Ouest. Les motifs, parfois

humoristiques ou populaires, reflètent les époques et les temps forts de la vie.

Les tailleurs ont l'art de marier couleurs et dessins pour créer de multiples modèles.

28.02.1972	70/71	1 000	10	
10.12.1973	71/72	1 000	10	2 actions gratuites pour 15 anciennes
01.01.1974	72/73	1 000	10	
21.02.1975	73/74	1 000	10	
04.03.1976	74/75	1 000	10	
01.04.1977	75/76	1 000	11	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1978	76/77	1 400	14	Augmentation en numéraire 1 pour 2
01.04.1979	77/78	1 400	14	(1)
	77/78	350	14	(2)
01.04.1980	78/79	1 500	15	
01.04.1981	79/80	1 500	15	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1982	80/81	1 500	15	(1)
	80/81	750	15	(2)
01.04.1983	81/82	600	6	
01.04.1987	85/86	700	7	(1)
	85/86	350	7	(2)
01.04.1988	86/87	700	7	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7	
01.04.1990	88/89	700	7	
01.04.1992	90/91	1 070	10,70	
01.04.1993	91/92	1 000	10	
23.03.1994	92/93	1 200	12	
17.03.1995	93/94	1 500	15	1 action gratuite pour 3 anciennes
05.04.1996	94/95	3 000	30	
23.04.1997	1996	4 000	40	1 action gratuite pour 2 anciennes
23.04.1998	1997	2 667	26,67	
14.05.1999	1998	1 500	15	
30.05.2000	1999	1 500	15	
30.05.2001	2000	2 000	20	
16.05.2002	2001	1 580	16	
30.05.2003	2002	1 200	12	
22.04.2005	2004	4 230	42	
20.07.2006	2005	900	9	
06.07.2007	2006	2 650	27	
27.06.2008	2007	2 720	27,2	
29.05.2009	2008	4 050	40,5	
2010	2009	4 800	48	

(1) Dividende payé au titre des actions anciennes

(2) Dividende payé au titre des actions nouvelles

31

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI EN 2009

	COURS MAXIMUM	COURS MINIMUM	COURS MOYEN	VOLUME TOTAL ECHANGÉ	VOLUME MOYEN JOURNALIER
Janvier	25 500	25 000	25 038	555	43
Février	27 000	25 000	25 468	575	38
Mars	32 900	26 800	29 293	1 203	86
Avril	32 800	27 000	30 386	769	56
Mai	32 000	27 000	30 505	1 770	126
Juin	30 200	25 000	27 511	1 545	172
Juillet	30 000	29 000	29 898	1 698	170
Août	30 100	28 015	29 355	1 647	110
Septembre	30 000	28 700	29 746	8 264	486
Octobre	30 000	28 695	29 314	2 060	129
Novembre	30 000	28 000	28 996	2 567	233
Décembre	32 235	27 000	28 557	891	59

INFORMATIONS DIVERSES



Guy NIANGO
DIRECTEUR DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



Innocent NDA
DIRECTEUR DES FINANCES
ET DU CONTRÔLE DE GESTION



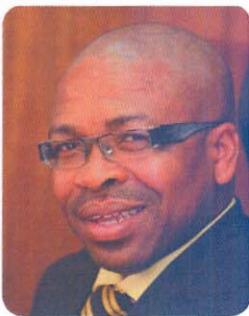
Eric N'KOU MO BIO
DIRECTEUR ADJOINT
DE LA CLIENTÈLE
DES PARTICULIERS
ET DES PROFESSIONNELS



Ackin GNELBIN
DIRECTEUR DE L'AGENCE
DE PRODUCTION
ET D'APPUI COMMERCIAL



Ernest KOHOU
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS
AGENCES



Fonninan SORO
DIRECTEUR DE L'ORGANISATION



Dibanan TRAORÉ
RESPONSABLE
DE LA TRÉSORERIE

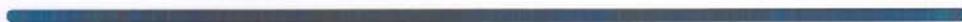


Kouadio NGORAN
RESPONSABLE DES ACHATS /
SYSTÈMES MANAGEMENT
DE LA QUALITÉ



LES RESPONSABLES MÉTIER S DE LA BICICI

33





CULTURES VIVRIÈRES

La Côte d'Ivoire dispose d'un ensemble de cultures vivrières (céréales et tubercules) largement

supérieur à ses besoins de consommation. En effet, de par leurs tonnages, les produits

vivriers viennent en tête de toutes les productions agricoles de la Côte d'Ivoire.



Aboubakar TOURÉ
RESPONSABLE
DU CONTRÔLE DE CRÉDIT
ET REPORTING



Ismahill DIABY
RESPONSABLE DU
DÉVELOPPEMENT
COMMERCIAL



Fabrice AKA
RESPONSABLE
DU TRADE CENTER



Kénitha KÉBÉ
RESPONSABLE DES CRÉDITS
AUX PARTICULIERS



Amany KOUADIO
RESPONSABLE DES RELATIONS
TECHNIQUES CLIENTÈLE



François KOFFI
RESPONSABLE DE LA CLIENTÈLE
DES PROFESSIONNELS



Lilliane SANOGO
RESPONSABLE DE
LA COMMUNICATION



Noémie MORARD
RESPONSABLE
DU MARKETING



Pafoto COULIBALY
RESPONSABLE DE LA DIRECTION
DU CONTRÔLE OPÉRATIONNEL



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire

Siège social :

av. Franchet d'Espérey - 01 BP 1298

Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tél. : +225 20 20 16 00 - Fax : +225 20 20 17 00

www.bicici.org